

SENATO DELLA REPUBBLICA
VII LEGISLATURA

(N. 1404)

DISEGNO DI LEGGE

*approvato dalla Camera dei deputati nella seduta del 5 ottobre 1978
(V. Stampato n. 931)*

**presentato dal Ministro degli Affari Esteri
(FORLANI)**

**di concerto col Ministro del Tesoro
(STAMMATI)**

**e col Ministro della Difesa
(LATTANZIO)**

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza
il 12 ottobre 1978*

Adesione all'Accordo di finanziamento collettivo per le stazioni oceaniche dell'Atlantico del Nord, con allegati, adottato a Ginevra il 15 novembre 1974, e sua esecuzione

DISEGNO DI LEGGE**Art. 1.**

Il Presidente della Repubblica è autorizzato ad aderire all'Accordo di finanziamento collettivo per le stazioni oceaniche dell'Atlantico del Nord, con allegati, adottato a Ginevra il 15 novembre 1974.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 16 dell'Accordo stesso.

Art. 3.

La quota annuale relativa alla partecipazione italiana all'Accordo di cui all'articolo 1 sarà corrisposta dal Ministero della difesa.

All'onere derivante dall'attuazione della presente legge nell'anno finanziario 1978, valutato in complessive lire 1.250 milioni, si provvede quanto a lire 650 milioni a carico del capitolo 6856 dello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro per l'esercizio 1977 e quanto a lire 600 milioni mediante riduzione dello stanziamento del capitolo 6856 del medesimo stato di previsione per l'esercizio 1978.

Il Ministro del tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

ACCORD

**de financement collectif
des stations océaniques de l'Atlantique nord
(Genève - novembre 1974)**

TABLE DES MATIERES**PRÉAMBULE**

- ARTICLE 1: Définitions
- ARTICLE 2: Obligations des Parties contractantes
- ARTICLE 3: Obligations des Parties exploitantes
- ARTICLE 4: Le Conseil
- ARTICLE 5: Procédures de vote
- ARTICLE 6: Rapports avec l'Organisation
- ARTICLE 7: Principes de financement
- ARTICLE 8: Contributions volontaires
- ARTICLE 9: Dépenses d'exploitation et d'administration
- ARTICLE 10: Dépenses d'immobilisations
- ARTICLE 11: Acceptation des prévisions budgétaires et des relevés de comptes annuels
- ARTICLE 12: Procédure comptable
- ARTICLE 13: Manquement aux obligations
- ARTICLE 14: Arbitrage
- ARTICLE 15: Signature
- ARTICLE 16: Entrée en vigueur
- ARTICLE 17: Expiration
- ARTICLE 18: Amendement
- ARTICLE 19: Dénonciation
- ARTICLE 20: Notification
- ARTICLE 21: Enregistrement

FORMULE D'ATTESTATION

- ANNEXE I: Réseau et Parties exploitantes
- ANNEXE II: Service que devront assurer les navires-stations océaniques
- ANNEXE III: Principes financiers et procédures comptables

PREAMBULE

Les gouvernements parties au présent Accord et dénommés ci-après « les Parties Contractantes »,

Notant que l'Accord sur les stations océaniques de l'Atlantique Nord, conclu à Paris le 25 février 1954, tel qu'il a été revu et reconduit, prendra fin le 30 juin 1975,

Reconnaissant qu'en plus de l'acquisition des renseignements météorologiques à l'échelon national et de leur échange entre pays, l'acquisition et l'échange des renseignements météorologiques provenant d'autres zones sont également indispensables pour permettre aux services météorologiques des différents pays du globe de s'acquitter efficacement de leurs obligations et qu'une coopération internationale constitue le meilleur moyen d'obtenir ces renseignements,

Considérant que le système de stations océaniques de l'Atlantique Nord est indispensable pour fournir une assistance météorologique dans l'Atlantique Nord, en Europe et en Méditerranée et qu'il contribue dans une large mesure à la prestation de services dans d'autres régions de l'hémisphère Nord,

Considérant que maintes activités humaines dépendent de plus en plus des renseignements météorologiques,

Convaincus, par conséquent, de la nécessité de maintenir en service un réseau de stations océaniques de l'Atlantique Nord pour répondre aux besoins météorologiques susmentionnés en général et pour assurer la mise en oeuvre intégrale du Programme de la Veille météorologique mondiale en particulier,

Sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE 1.

(*Definitions*).

Aux fins du présent Accord, les termes ci-après sont employés dans le sens suivant:

- 1) « Organisation »: L'Organisation météorologique mondiale;
- 2) « Secrétaire général »: Le Secrétaire général de l'Organisation;
- 3) « Stations »: Les stations océaniques de l'Atlantique Nord indiquées dans l'annexe I au présent Accord;
- 4) « Navires »: Les navires en service à ces stations;
- 5) « Parties exploitantes »: Les Parties Contractantes qui exploitent des navires;
- 6) « Conseil »: Le Conseil établi en vertu du paragraphe 1) de l'article 4;
- 7) « Dépenses d'exploitation »: Les dépenses indiquées au paragraphe 2, section A, de l'annexe III;
- 8) « Dépenses d'immobilisations »: Les dépenses indiquées au paragraphe 2, section B, de l'annexe III.

ARTICLE 2.

(Obligations des Parties Contractantes).

Les Parties Contractantes s'engagent soit à financer, soit à fournir, entretenir, exploiter et financer les navires affectés à des stations dans l'Atlantique Nord, conformément aux dispositions contenues dans le présent Accord et dans ses annexes I, II et III, qui en font partie intégrante.

ARTICLE 3.

(Obligations des Parties exploitantes).

1) Les Parties exploitantes s'engagent à ce que les navires qu'elles exploitent aux stations assurent les services spécifiés dans l'annexe II au présent Accord.

2) Une Partie exploitante peut s'entendre avec une autre Partie Contractante pour que celle-ci assure temporairement les services que fournissait la première. Un arrangement de cet ordre n'entraînera aucune augmentation des obligations financières des autres Parties Contractantes. Un tel arrangement et les raisons qui l'ont motivé sont notifiés au Secrétaire général.

Tout arrangement semblable, ne revêtant toutefois pas un caractère temporaire, par lequel les services fournis par une Partie exploitante seraient repris en charge par une autre Partie Contractante, nécessite l'autorisation du Conseil.

3) Au cas où une Partie exploitante ne peut, pendant une période supérieure à quarante-cinq jours, assurer les services qui lui incombe, elle en informe les autres Parties Contractantes par l'intermédiaire du Secrétaire général en indiquant les motifs et la durée probable de cette situation.

Si les circonstances ainsi créées ne rencontrent pas une acceptation générale, le Secrétaire général convoque une session du Conseil.

ARTICLE 4.

(Le Conseil).

1) Un Conseil est établi par le présent acte pour administrer l'Accord.

2) Le Conseil est composé de représentants de chacune des Parties Contractantes. Le Secrétaire général ou son représentant ont le droit d'assister aux sessions du Conseil avec des fonctions consultatives.

3) Chaque Partie Contractante dispose d'une seule voix.

4) Le Conseil s'acquitte notamment des fonctions suivantes:

a) suivre de près le fonctionnement du réseau et s'assurer que l'Accord est appliqué aussi efficacement et économiquement que possible;

b) coordonner le programme général des travaux aux stations;

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

c) approuver les nouvelles dépenses d'immobilisations importantes, telles que celles relatives à la construction de nouveaux navires, à la location de navires ou à la refonte des navires existants;

d) approuver les autres dépenses d'immobilisations, y compris les dépenses d'équipement, jusqu'à concurrence d'un montant de 100.000 livres sterling par navire au cours d'un exercice financier donné;

e) examiner et accepter les prévisions budgétaires et les relevés de comptes annuels.

5) Le Conseil est habilité à constituer des comités et des groupes de travail composés de personnes choisies parmi ses membres, pour exécuter certaines tâches qui leur auront été confiées.

6) A sa première session, le Conseil élit parmi ses membres un président et un vice-président dont le mandat se termine à la fin du premier exercice financier. Au cours dudit exercice et de chaque exercice financier ultérieur, le Conseil élit un président et un vice-président qui exercent respectivement leurs fonctions depuis la fin de l'exercice financier au cours duquel ils ont été élus jusqu'à la fin de l'exercice financier suivant. Le président et le vice-président sont rééligibles.

7) Le secrétariat du Conseil est assuré par l'Organisation.

8) Sauf dispositions contraires du présent Accord, le Secrétaire général convoque les sessions du Conseil à la date arrêtée par le Conseil ou à la demande d'au moins trois Parties Contractantes.

9) Le Conseil se réunit au siège de l'Organisation, à moins qu'il n'en ait décidé autrement.

10) Le Conseil établit son propre règlement intérieur.

11) Le quorum est constitué par la majorité des Parties Contractantes.

12) Le président peut demander au Secrétaire général d'inviter des Etats qui ne sont pas parties au présent Accord et des organisations internationales à envoyer des observateurs pendant une partie ou pendant toute la durée des sessions du Conseil, sans aucune obligation financière pour les Parties Contractantes ou l'Organisation.

ARTICLE 5.

(*Procedures de vote*).

1) Dans l'exercice de ses fonctions, le Conseil prend ses décisions à la majorité simple des Parties Contractantes présentes et prenant part au vote, sauf dispositions contraires du présent Accord.

2) La décision du Conseil prise en vertu du paragraphe 1) de l'article 17 est adoptée à la majorité des deux tiers de toutes les Parties Contractantes, majorité qui doit comprendre les deux tiers des voix des Parties exploitantes et les deux tiers des voix des autres Parties Contractantes.

3) Les décisions du Conseil prises en vertu du paragraphe 4), alinéas d) et e), de l'article 4 sont adoptées à la majorité des deux tiers des Parties Contractantes présentes et prenant part au vote, sous

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

réserve que l'ensemble des contributions de ces Parties Contractantes représente au moins les deux tiers du total des contributions versées par toutes les Parties Contractantes.

4) Les décisions du Conseil prises en vertu des dispositions du paragraphe 2) de l'article 3, du paragraphe 4), alinéa *c*), de l'article 4, de l'article 13 et du paragraphe 5) de l'article 19 sont adoptées à la majorité des deux tiers des Parties Contractantes présentes et prenant part au vote. Les décisions qui comportent une augmentation des obligations financières des Parties Contractantes entrent en vigueur sur acceptation des deux tiers des Parties Contractantes et, pour chaque Partie Contractante restante, sur acceptation de celle-ci.

5) Toute décision du Conseil de modifier le plafond stipulé au paragraphe 4), alinéa *d*), de l'article 4 est adoptée à la majorité simple des Parties Contractantes présentes et prenant part au vote et est immédiatement exécutoire.

6) Sauf dispositions contraires du présent Accord, les décisions du Conseil prennent effet immédiatement ou bien à une date ultérieure fixée par le Conseil.

ARTICLE 6.

(*Rapports avec l'Organisation*).

En administrant le présent Accord, le Conseil tient compte des programmes et des principes directeurs de l'Organisation.

ARTICLE 7.

(*Principes de financement*).

1) Les Parties exploitantes sont remboursées à 90 pour cent des dépenses d'exploitation qu'elles ont encourues en assurant les services convenus, conformément aux dispositions des articles 9 et 12 et de l'annexe III.

2) Les Parties exploitantes reçoivent le montant fixé pour leurs immobilisations conformément aux dispositions des articles 10 et 12 et de l'annexe III.

3) Nonobstant les dispositions des paragraphes 1) et 2) du présent article, il n'est pas remboursé ni payé aux Parties exploitantes des sommes supérieures au montant total des contributions effectivement reçues par l'Organisation, conformément à l'article 12, après déduction des dépenses qui doivent être remboursées à l'Organisation en vertu des dispositions du paragraphe 4) du présent article.

4) Les dépenses annuelles engagées par l'Organisation pour l'administration du présent Accord lui sont remboursées, déduction faite des intérêts échus au titre des contributions.

5) L'unité de compte est la livre sterling. Toutes les sommes payées à l'Organisation ou par elle sont versées dans l'unité de compte.

6) L'exercice financier commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre. Toutefois, le premier exercice financier commence le 1^{er} juillet 1975 et se termine le 31 décembre 1976.

ARTICLE 8.

(Contributions volontaires).

Le Conseil peut accepter des contributions volontaires, qu'elles soient ou non en espèces, à condition qu'elles soient offertes à des fins compatibles avec la ligne de conduite, les buts et l'activité du système des station océaniques de l'Atlantique Nord.

ARTICLE 9.

(Dépenses d'exploitation et d'administration).

1) Le 1^{er} avril de chaque année au plus tard, chaque Partie exploitante soumet au Secrétaire général:

a) pour l'exercice financier écoulé:

i) un rapport sur l'exploitation de sa ou ses stations et sur les services qui y ont été assurés;

ii) le compte final de ses dépenses d'exploitation effectives, selon la méthode prescrite au paragraphe 2, section A, de l'annexe III;

b) pour l'exercice financier suivant, les prévisions budgétaires afférentes à ses dépenses d'exploitation, selon la méthode prescrite au paragraphe 2, section A, de l'annexe III.

2) Le 1^{er} avril de chaque année au plus tard, l'Organisation prépare des prévisions budgétaires afférentes à ses dépenses pour l'exercice financier suivant.

3) Chaque Partie exploitante exprime toutes ses dépenses effectives et prévues dans sa propre monnaie. Le Secrétaire général convertit les montants indiqués dans l'unité de compte spécifiée à l'article 7, paragraphe 5), au taux de change officiel des Nations Unies en vigueur au 1^{er} avril.

4) En soumettant leurs prévisions budgétaires, chaque Partie exploitante ainsi que l'Organisation donnent une explication complète des causes qui sont à l'origine d'éventuelles différences par rapport à leurs prévisions budgétaires pour l'exercice précédent.

ARTICLE 10.

(Dépenses d'immobilisations).

Les Parties exploitantes sont remboursées par les Parties Contractantes de leurs dépenses d'immobilisations approuvées par le Conseil; il leur est versé à cet effet une somme, fixée conformément à des tables d'annuités et au taux d'intérêt en vigueur dans leur pays, à la date de l'investissement, pour le financement de projets gouvernementaux analogues. En soumettant le compte final de leurs dépenses d'exploitation effectives et leurs prévisions budgétaires, conformément aux paragraphes 1) a) ii) et 1) b) de l'article 9, les Parties exploitantes déclarent leur droit au recouvrement des dépenses d'immobilisations, selon la méthode prescrite au paragraphe 2, section B, de l'annexe III.

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

ARTICLE 11.

(*Acceptation des prévisions budgétaires et des relevés de comptes annuels*).

1) Le Secrétaire général envoie à toutes les Parties Contractantes, avant le 1^{er} mai, copies des prévisions budgétaires et des relevés des comptes finals mentionnés à l'article 9, accompagnées des explications soumises en application de l'article 9, paragraphe 4), et de la déclaration présentée en application de l'article 10.

2) Ensuite, le Secrétaire général convoque une session du Conseil, qui doit avoir lieu avant le 1^{er} septembre au plus tard, en vue d'accepter les prévisions budgétaires et les relevés de comptes annuels.

ARTICLE 12.

(*Procédure comptable*).

1) Le 1^{er} octobre au plus tard, l'Organisation présente aux Parties Contractantes un relevé de compte, dans l'unité de compte, indiquant les contributions en espèces et les droits à compensation en espèces pour l'exercice financier suivant, en tenant dûment compte des dispositions du paragraphe 1) de l'article 7. Ce relevé:

a) est établi sur la base des éléments suivants:

i) les prévisions des dépenses d'exploitation acceptées par le Conseil et le recouvrement des dépenses d'immobilisations approuvées par le Conseil;

ii) les différences entre les prévisions de dépenses utilisées comme base de calcul des contributions en espèces et des droits à compensation en espèces pour l'exercice financier précédent, d'une part, et les relevés de comptes annuels acceptés par le Conseil, d'autre part;

iii) les ajustements aux droits à compensation en espèces des Parties exploitantes, résultant des modifications des taux de change officiels des Nations Unies survenues entre la date, deux ans plus tôt, à laquelle les prévisions budgétaires ont été présentées et les dates, un an plus tôt, auxquelles l'Organisation devait recevoir les sommes payées par les Parties Contractantes;

iv) les dépenses engagées par l'Organisation pour l'administration de l'Accord, y compris une session ordinaire du Conseil;

v) d'autres dépenses approuvées par le Conseil, notamment les dépenses afférentes aux sessions extraordinaires de celui-ci;

vi) les contributions volontaires versées conformément aux dispositions de l'article 8 et remises à l'Organisation le 1^{er} septembre ou avant cette date;

b) est calculé de la manière suivante:

i) l'Organisation convertit les différences mentionnées à l'alinéa a) ci-dessus dans l'unité de compte au taux de change officiel des Nations Unies en vigueur à la date à laquelle le compte final doit être présenté par les Parties exploitantes;

ii) le montant total de toutes contributions volontaires mentionnées à l'alinéa a) vi) ci-dessus est déduit du montant total des

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

différentes sommes visées aux alinéas a) i) à a) v) ci-dessus. Le montant net des dépenses ainsi obtenu est réparti, conformément au barème des contribution figurant au paragraphe 1 de l'annexe III;

c) indique le montant net des dépenses ainsi réparties.

Dans le cas d'une Partie exploitante, les chiffres indiqués correspondent à la différence entre la somme qui lui est due et la contribution qu'elle doit payer.

2) Les Parties Contractantes paient à l'Organisation les sommes qu'elles lui doivent d'après le relevé de compte présenté. Les paiements doivent être effectués dans l'unité de compte spécifiée et en deux versements d'un montant égal, le 1^{er} avril et le 1^{er} octobre de l'exercice suivant.

3) Sous réserve des dispositions du paragraphe 3) de l'article 7, l'Organisation paie aux Parties exploitantes, le 1^{er} mai et le 1^{er} novembre de chaque exercice financier, les montants qui leur sont dus d'après le relevé de compte.

4) Si une Partie exploitante constate que ses dépenses d'exploitation effectives, dans la monnaie nationale, risquent de dépasser de plus de 8 pour cent par an les dépenses prévues, elle en avise immédiatement le Secrétaire général. Celui-ci en informe toutes les Parties Contractantes.

5) Pour le premier exercice financier, les prévisions des dépenses de chaque Partie exploitante et de l'Organisation sont déterminées au paragraphe 5 de l'annexe III. Le cas échéant, ces dépenses seront conformes aux procédures indiquées dans le présent article. Trois versements d'un montant égal seront effectués au cours du premier exercice.

ARTICLE 13.

(*Manquement aux obligations*).

Si une Partie Contractante, sans le consentement des autres Parties Contractantes, ne s'acquitte pas de la totalité ou d'une partie des obligations financières, ou autres, qui lui incombent en vertu du présent Accord, le Secrétaire général consulte les autres Parties Contractantes quant aux mesures qu'il convient de prendre et convoque une session du Conseil, si ces consultations ne permettent pas de parvenir à un arrangement acceptable pour toutes les autres Parties Contractantes.

ARTICLE 14.

(*Arbitrage*).

1) Tout litige entre des Parties Contractantes découlant de l'interprétation ou de l'application du présent Accord et/ou de ses annexes qui n'est pas réglé entre lesdites parties par un autre moyen est soumis à un arbitrage, à la demande de l'une ou l'autre des Parties Contractantes.

2) Toute Partie Contractante peut se joindre à l'une ou l'autre des parties au litige qui est soumis à l'arbitrage.

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

3) La sentence est rendue par trois arbitres. Chaque partie au litige désigne un arbitre. Ces deux arbitres désignent un troisième arbitre, qui est le président et qui n'aura la nationalité ni de l'une ni de l'autre partie au litige.

4) Si, dans les trois mois qui suivent la date où le litige est soumis à l'arbitrage, l'une ou l'autre des parties ne désigne pas d'arbitre, le Secrétaire général désigne celui-ci à la demande de l'autre partie. Cette même procédure s'applique si, dans un délai d'un mois à compter de la date de désignation du deuxième arbitre, les deux premiers arbitres ne peuvent se mettre d'accord sur la désignation du troisième arbitre.

5) Les arbitres établissent leur propre procédure d'arbitrage. Ils prennent leurs décisions à la majorité simple.

6) La sentence arbitrale est définitive et lie les parties. Dans le cas d'un litige concernant le sens ou la portée de la sentence, il incombe aux arbitres d'interpréter celle-ci à la demande de l'une ou l'autre des parties.

7) Chaque partie supportera les frais de l'arbitre qu'elle a désigné et les parties supporteront, à parts égales, les frais du troisième arbitre, ainsi que les autres dépenses afférentes à l'arbitrage.

ARTICLE 15.

(Signature).

1) Le présent Accord reste ouvert à la signature jusqu'au 31 mai 1975, au Siège de l'Organisation, et reste ensuite ouvert à l'adhésion.

2) Les Gouvernements des Etats Membres de l'Organisation deviennent parties au présent Accord:

- a) par signature non soumise à ratification, acceptation ou approbation;
- b) par signature sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation;
- c) par adhésion.

3) Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion sont déposés auprès du Secrétaire général.

ARTICLE 16.

(Entrée en vigueur).

1) Le présent Accord entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date à laquelle les gouvernements devenus parties à l'Accord, conformément à l'article 15, y compris les gouvernements exploitant les navires conformément aux indications de l'annexe I sont, d'après le barème indiqué au paragraphe 1, alinéa e), de l'annexe III, suffisamment nombreux pour assurer un montant total de contributions égal à au moins 80 pour cent du montant des dépenses afférentes aux stations, qui sont indiquées au paragraphe 5, alinéa b), de l'annexe III. Les gouvernements qui ont permis l'entrée

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

en vigueur de l'Accord conformément au présent paragraphe sont liés par les dispositions de l'Accord et de ses annexes à compter du 1^{er} juillet 1975.

2) Pour les gouvernements qui deviennent parties au présent Accord après que les conditions prescrites au paragraphe 1) du présent article ont été remplies, ledit Accord prend effet le premier jour du deuxième mois suivant la date du dépôt de leur instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

ARTICLE 17.

(*Expiration*).

1) Le présent Accord demeurera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1981 et sera par la suite reconduit tacitement d'année en année, à moins que le Conseil ne décide d'y mettre fin.

2) Si le Conseil décide de mettre fin à l'Accord, il doit prendre toutes les décisions nécessaires concernant la liquidation de l'Accord. Le Conseil peut confier cette liquidation au Secrétaire général.

3) Sauf dans les cas où le Conseil en a décidé autrement, tout solde excédentaire au moment de la liquidation est réparti entre les Parties Contractantes qui sont alors parties à l'Accord, proportionnellement aux contributions qu'elles ont versées depuis la date à laquelle elles sont devenues parties au présent Accord. Un déficit éventuel au moment de la liquidation est couvert par les Parties Contractantes qui sont alors parties à l'Accord, proportionnellement au montant de leurs contributions fixé pour l'exercice financier en cours.

ARTICLE 18.

(*Amendement*).

1) Le Secrétaire général communique à toutes les Parties Contractantes le texte de tout amendement qu'une Partie Contractante propose d'apporter au présent Accord ou à ses annexes, au moins six mois avant que la proposition d'amendement soit examinée par le Conseil. Toutefois, le Conseil peut, à la majorité simple des membres présents et prenant part au vote, décider d'examiner des amendements qui ont été communiqués moins de six mois à l'avance ou qui ont été proposés au cours de l'une des ses sessions.

2) Les amendements au présent Accord ou à ses annexes, qui comportent une augmentation des obligations financières des Parties Contractantes, ainsi que les amendements au présent paragraphe, sont approuvés par le Conseil à la majorité des deux tiers des membres présents et prenant part au vote et entrent en vigueur sur acceptation par les deux tiers des Parties Contractantes et, pour chaque Partie Contractante restante, sur acceptation de celle-ci.

3) Tout autre amendement au présent Accord ou à ses annexes entre en vigueur, pour toutes les Parties Contractantes, après avoir été approuvé à la majorité des deux tiers de toutes les Parties Contractantes.

ARTICLE 19.

(Denonciation).

1) Cet Accord ne peut être dénoncé par une Partie Contractante qu'après avoir été en vigueur pour cette Partie Contractante pendant une période de deux ans. Toute dénonciation du présent Accord est notifiée par écrit au Secrétaire général.

2) La dénonciation de l'Accord prend effet à la fin de l'année suivant l'année pendant laquelle ladite dénonciation a été notifiée.

3) Si, dans le cas prévu au paragraphe 3) de l'article 3, une Partie Contractante ne peut accepter une interruption temporaire du programme d'une ou de plusieurs stations, dont le Conseil a pris note, elle a le droit, si l'interruption dure six mois consécutifs, de dénoncer l'Accord avec effet immédiat, nonobstant les dispositions des paragraphes 1) et 2) du présent article.

4) Une Partie Contractante qui a dénoncé l'Accord doit s'acquitter de ses contributions, y compris sa part des dépenses d'exploitation, exigibles jusqu'à la date à laquelle la dénonciation prend effet; elle doit également verser la part des dépenses d'immobilisations qu'il lui reste à payer pour la période d'amortissement considérée. Cependant, dans le cas prévu au paragraphe 3) du présent article, et hormis le cas de force majeure, reconnu comme tel par le Conseil, ayant causé une avarie irréparable à un navire, une Partie Contractante qui dénonce l'Accord n'est pas liée vis-à-vis des Parties Contractantes responsables de l'interruption temporaire.

5) Après avoir reçu le préavis de dénonciation, le Secrétaire général consulte les autres Parties Contractantes quant aux mesures qu'il convient de prendre. Si ces consultations ne permettent pas de parvenir à un arrangement acceptable pour toutes les autres Parties Contractantes, le Secrétaire général convoque une session du Conseil pour qu'il prenne une décision appropriée.

ARTICLE 20.

(Notification).

Le Secrétaire général notifie aux Parties Contractantes ce qui suit:

- a) toute signature de l'Accord;
- b) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;
- c) l'entrée en vigueur du présent Accord;
- d) l'approbation, l'acceptation et l'entrée en vigueur de tout amendement au présent Accord ou à ses annexes;
- e) toute dénonciation du présent Accord;
- f) la décision de mettre fin au présent Accord;
- g) toute décision prise par le Conseil en vertu des dispositions du présent Accord et la date d'entrée en vigueur de cette décision;
- h) tout arrangement conclu en vertu des dispositions de l'article 3, paragraphe 2).

ARTICLE 21.*(Enregistrement).*

Le Secrétaire général enregistre le présent Accord auprès du Secrétaire général des Nations Unies, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, étant dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

FAIT à Genève, le quinze du mois de novembre de l'an mil neuf cent soixante-quatorze, en anglais, en français, en espagnol et en russe, tous les textes faisant également foi; sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale, qui en transmettra des copies certifiées conformes à tous les Etats signataires et adhérents, au nom.

de la République fédérale d'Allemagne:

de la République d'Autriche:

du Royaume de Belgique:

du Danemark:

de l'Espagne:

de la République de Finlande:

de la République française: R. DU CHAXEL

de la République populaire hongroise:

de l'Irlande:

de l'Islande: HLYNUR SIGTRYGGSSON

de la République italienne:

de la Norvège:

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

du Royaume des Pays-Bas:

de la République populaire de Pologne:

de la République démocratique allemande:

du Royaume-uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord:

de la Suède:

de la Confédération suisse: RAYMOND SCHNEIDER

de la République socialiste tchécoslovaque:

de la Tunisie:

de l'Union des Républiques socialistes soviétiques:

de la République socialiste fédérative de Yougoslavie: DJURO RADINOVIC

ANNEXE I

RESEAU ET PARTIES EXPLOITANTES

Réseau de stations océaniques de l'Atlantique Nord:

Station M	66°00'N,	02°00'E
Station L	57°00'N,	20°00'W
Station R	47°00'N,	17°00'W
Station C	52°45'N,	35°30'W

Parties exploitantes:

France	station R
Norvège	station M
Pays-Bas	station M
Royaume-Uni	station L
Suède*	station M
Union des Républiques Socialistes Soviétiques . . .	station C

(*) La Suède cessera d'être une Partie exploitante lorsque le navire (*Polar-front II*) actuellement exploité conjointement par la Norvège et la Suède sera définitivement retiré du service.

ANNEXE II

SERVICES QUE DEVONT ASSURER LES NAVIRES-STATIONS OCEANIQUES

Les services à assurer par les navires-station océaniques sont classés en services primaires, services secondaires et autres services. Les services primaires sont les services indispensables dont la prestation est la raison principale de la mise en place des navires. Les services secondaires et autres sont les services qui sont assurés en raison de la présence des navires en station.

1. Services primaires

a) Des observations météorologiques seront effectuées à bord de tous les navires-stations océaniques, conformément au programme suivant:

i) observations en surface toutes les heures, comprenant tous les éléments prescrits pour les observations de navires par l'Organisation météorologique mondiale;

ii) observations quotidiennes du vent en altitude à 0000, 0600, 1200, 1800 heures TMG et observations de la pression, de la température et de l'humidité en altitude au moins deux fois par jour (à 0000 et 1200 heures TMG), toutes ces observations devant être faites de préférence jusqu'à une altitude de 24 km ou supérieure.

b) Les observations mentionnées au paragraphe a) ci-dessus seront transmises rapidement aux stations côtières appropriées dans le code international prescrit par l'Organisation météorologique mondiale et, à cette fin, les communications indispensables entre les navires et la côte seront assurées.

2. Services secondaires et autres services

En plus des services spécifiés au paragraphe ci-dessus, les navires-stations océaniques assureront les services secondaires et les autres services qui pourront se révéler utiles, à condition que ces services n'entraînent pas d'augmentation du personnel et de l'équipement de bord obligatoire, et ne compromettent pas la fourniture des services primaires.

2. 1 Services secondaires

a) Les observations météorologiques d'autres navires-stations océaniques pourront être reçues et retransmises en vertu d'accords nationaux ou bilatéraux.

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

b) Les messages d'observation météorologiques des navires marchands pourront être retransmis aux stations radio côtières.

2. 2 Autres services

Ces autres services comprennent:

a) la réception et la retransmission des comptes rendus AMVER des navires équipés d'une installation radiotéléphonique, dans la mesure où les navires-stations océaniques peuvent s'en acquitter dans le cadre de leurs attributions normales;

b) des services de sécurité à d'autres navires et aux aéronefs, ainsi qu'il est indiqué dans le Manuel des navires-stations océaniques, publié sous l'autorité du Conseil;

c) le mouillage, l'entretien et la récupération des bouées météorologiques et des bouées océanographiques;

d) l'exécution d'observations océanographiques et d'autres observations scientifiques. Les Parties exploitantes s'efforcent d'exécuter ces observations, mais sans frais pour les autres Parties Contractantes.

ANNEXE III

PRINCIPES FINANCIERS ET PROCEDURES COMPTABLES

1. *Barème des contributions*

a) Le barème des contributions est basé sur le produit de deux facteurs conceptuels, à savoir la «capacité de payer» de chaque Partie Contractante à l'Accord et l'«avantage météorologique» relatif retiré des observations météorologiques effectuées aux stations aux termes de l'Accord.

b) Trois paramètres expriment la «capacité de payer» d'une Partie Contractante: le revenu national tel qu'il est indiqué dans la publication «*Données sur le revenu national et statistiques connexes*» établie par le Bureau des statistiques des Nations Unies pour le Comité des contributions, le nombre d'unités de contributions figurant dans le barème de l'OMM, et la contribution annuelle versée à la Organisation des Nations Unies.

c) Sept paramètres expriment l'«avantage météorologique». Pour calculer l'«avantage météorologique», la position du centre du réseau est définie par la moyenne arithmétique des latitudes et des longitudes des stations qui composent le réseau défini à l'annexe I. La distance R est définie comme étant la longueur, en kilomètres, sur une terre sphérique de 6.373 km de rayon, de l'arc de grand cercle joignant le centre du réseau et la capitale de la Partie Contractante considérée. Les formules servant à déterminer le facteur représentant l'«avantage météorologique» M sont les suivantes:

1) *Fonction à échelons radiaux*

$0 < R \leq 1850 \text{ km}$	$M = 1,00$
$1850 < R \leq 2780 \text{ km}$	$M = 0,75$
$2780 < R$	$M = 0,50$

2) *Fonction rampe simple*

$0 < R \leq 930 \text{ km}$	$M = 1,00$
$930 < R < 3700 \text{ km}$	pente linéaire entre $M = 1,00$ à 930 km et $M = 0,25$ à 3700 km
$3700 \text{ km} \leq R$	$M = 0,25$

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

3) *Fonction rampe double*

$R = 0$	$M = 0,33$
$0 < R < 1500 \text{ km}$	pente linéaire entre $M = 0,33$ à 0 km et $M = 1,00$ à 1500 km
$R = 1500 \text{ km}$	$M = 1,00$
$1500 < R < 4000 \text{ km}$	pente linéaire entre $M = 1,00$ à 1500 km et $M = 0,33$ à 4000 km
$4000 \leq R$	$M = 0,33$

4) *Fonction danoise*

$$M = \frac{R + 3000 \text{ km}}{2R + 3000 \text{ km}}$$

5) *Fonction danoise modifiée*

$$M = \frac{R + 3000 \text{ km}}{3R + 3000 \text{ km}}$$

6) *Facteur de proximité*

$R \leq 1250 \text{ km}$	$M = 1,00$
$R > 1250 \text{ km}$	$M = 1250 \text{ km}/R$

7) *Formule longitude/latitude*

La situation des pays étant définie par la position de leur capitale, les facteurs représentant l'« avantage météorologique » à court, moyen et long terme s'appliquent ainsi qu'il suit:

- i) pour les pays situés à proximité du réseau et à l'ouest du méridien de 5°W , le facteur « avantage météorologique » est de 0,7;
- ii) pour les pays situés entre les méridiens de 5°W et 50°E , le facteur « avantage météorologique » est de 1,0 à la limite occidentale, les facteurs représentant l'« avantage météorologique » à court, à la limite orientale;
- iii) pour les pays situés à l'est du méridien de 50°E , le facteur « avantage météorologique » est de 0,8;
- iv) pour les pays situés à l'ouest du méridien de 50°W , le facteur « avantage météorologique » est de 0,3;
- v) pour les pays situés au sud du parallèle de 30°N , le facteur « avantage météorologique » est de 0,3, quelle que soit la longitude;
- vi) pour les pays situés entre les parallèles de 45°N et de 30°N , le facteur « avantage météorologique » est égal aux $75/100$ de la valeur indiquée aux alinéas i) et ii) ci-dessus, mais ne peut en aucun cas être inférieur à 0,3.

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

d) La combinaison des trois facteurs raprésentant la « capacité de payer » et des sept facteurs représentant l'« avantage météorologique » donne 21 possibilités de barèmes de contributions. La contribution de une partie à l'Accord sera exprimée en pourcentage sous forme de la moyenne des deux grandeurs suivantes:

i) la moyenne, pour le pays considéré, des contributions, exprimées en pourcentage, déduites des 21 barèmes possibles;

ii) la moyenne, pour le pays considéré, des pourcentages maximal et minimal tirés des 21 barèmes.

e) Le barème des contributions qui figure ci-après et qui a été calculé conformément aux dispositions des paragraphes *a), b), c)* et *d)* ci-dessus est destiné à servir à la mise en application du paragraphe 1) de l'article 16 de l'Accord:

Allemagne, République Fédérale d'	15,1471
Autriche	1,0995
Belgique	2,8857
Danemark	1,5179
Espagne	2,4344
Finlande	0,8919
France	13,7076
Hongrie	0,8368
Irlande	0,5670
Islande	0,1473
Italie	5,6800
Norvège	1,2815
Pays-Bas	3,0822
Pologne	2,5678
République Démocratique Allemande	2,8267
Royaume-Uni	15,6115
Suède	2,9302
Suisse	2,2234
Tchécoslovaquie	1,9860
Tunisie	0,0989
U.R.S.S.	21,6899
Yougoslavie	0,7867
	<hr/>
	100,000%
	<hr/>

f) Le Conseil revoit, tous les trois ans et chaque fois que le nombre des Parties Contractantes est modifié, les valeurs numériques des facteurs « capacité de payer » qui sont utilisés pour le calcul du barème des contributions. Cette revisions n'est pas considérée comme un amendement aux dispositions de la présente annexe.

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

2. *Méthodes de présentation des renseignements concernant les dépenses des Parties exploitantes*A. *Dépenses d'exploitation*

<i>Poste</i>	<i>Montant</i>	<i>Observation</i>
1. <i>Total des rémunérations</i> (Personnel de bord – joindre l'état des traitements du personnel de chaque catégorie en service et hors service. Les dépenses et prestations de sécurité sociale doivent figurer sous une seule rubrique pour chaque catégorie de personnel)	
1. 1 <i>Officiers</i>	
1. 2 <i>Hommes d'équipage</i> (y compris officiers mariniers, stewards et cuisiniers)	
1. 3 <i>Personnel spécialisé</i>	
a) <i>Météorologistes</i>	
b) <i>Personnel des communications</i>	
c) <i>Techniciens</i>	
1. 4 <i>Heures supplémentaire</i> (total toutes catégories)	
1. 5 <i>Dépenses secondaires</i> concernant le personnel (frais de voyage et de subsistance, de recrutement, d'examen médical, etc., de l'équipage)	
2. <i>Combustible du navire</i>		
2. 1 <i>Combustible des moteurs</i> (y compris lubrifiants)	
2. 2 <i>Autres combustibles</i> – par type (cuisine, génératrices, moteur diesel, chaloupes, etc.)	
3. <i>Vivres et approvisionnements</i>		
3. 1 <i>Vivres, (eau comprise)</i>	
3. 2 <i>Provisions de bord</i> (pont, machines, commissariat)	
3. 3 <i>Matériel météorologique</i>	
3. 4 <i>Matériel radio et radar</i>	
3. 5 <i>Distractions</i> (films, livres, jeux, etc.)	

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Poste	Montant	Observation
—	—	—
4. Autres dépenses		
4. 1 Dépenses au port d'attache (Compter dans ces dépenses toute somme qui serait versée à une compagnie maritime pour l'exploitation de navires météorologiques pour le compte de l'Etat)	
4. 1. 1 Traitements, salaires, heures supplémentaires au port d'attache (personnel de relève, gardiennage, etc.)	
4. 1. 2 Combustible consommé au port d'attache (y compris le chauffage des locaux de la base)	
4. 1. 3 Divers:		
i) Electricité (éclairage et force), eau	
ii) Enlèvement des ordures	
iii) Poste et téléphone	
iv) Déplacements et subsistance	
v) Provisions de la base	
4. 2 Frais d'exploitation (En cas d'escales effectuées ailleurs qu'au port d'attache, indiquer séparément les installations et services qui ont été utilisés à ces escales et les dépenses directes qui en ont éventuellement résulté).		
4. 2. 1 Droits de pilotage	
4. 2. 2 Droit de port	
4. 2. 3 Blanchissage	
4. 2. 4 Divers		
i)	
ii)	
iii)	
4. 2. 5 Assurance du navire pour couvrir le risque de responsabilité civile - 0,4 pour cent de la valeur initiale du navire	
5. Entretien et revisions (y compris le remplacement de matériel lourd endommagé tel que chaloupes, matériel radio, etc. Préciser les dépenses spéciales au moyen de notes).		
5. 1 Pont	
5. 2 Machines	
5. 3 Equipement électrique	
5. 4 Radio/radar	

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Poste	Montant	Observation
—	—	—
B. Dépenses d'immobilisations.		
<i>Dépenses indirectes.</i>		
1. <i>Immobilisation — Port d'attache</i> (Compter dans ces dépenses toute somme qui serait versée à une compagnie maritime pour la exploitation de navires météorologiques pour le compte de l'Etat).		
a) Immeubles: Valeur initiale	(au.....19...)
Valeur résiduelle	(au.....19...)
b) Equipements: Valeur initiale	(au.....19...)
Valeur résiduelle	(au.....19...)
1. 1 <i>Amortissement.</i>		
a) Immeubles (.....%)	
b) Equipement (.....%)	
1. 2 <i>Intérêt.</i>		
a) Immeubles (.....%)	
b) Equipement (.....%)	
2. <i>Immobilisations — Navire.</i>		
a) Navire: Valeur initiale	(au.....19...)
Valeur résiduelle	(au.....19...)
b) Equipement: Valeur initiale	(au.....19...)
Valeur résiduelle	(au.....19...)
2. 1 <i>Amortissement.</i>		
a) Navire (.....%)	
b) Equipement (.....%)	
2. 2 <i>Intérêt.</i>		
a) Navire (.....%)	
b) Equipement (.....%)	
2. 3 Assurance pour « perte totale »	
Total des dépenses d'immobilisations	

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

3. *Amortissement, intérêt et assurance.*

a) Amortissement des navires, des bâtiments et de l'équipement.

On trouvera ci-après, pour chaque élément, la période d'amortissement la plus courte que les Parties exploitantes seront autorisées à utiliser:

1) Immeubles	20 ans
2) Equipment (au port d'attache ou sur les navires)	8 ans
3) Nouveaux navires	15 ans

b) Intérêt.

L'intérêt sur la valeur résiduelle des navires, des bâtiments et de l'équipement devra être imputé par les Parties exploitantes suivant le taux qui est en vigueur dans leur pays pour le financement de dépenses publiques de même nature.

c) Assurance.

Les Parties exploitantes pourront inclure un élément indicatif pour l'assurance au taux maximal annuel de: 0,5 pour cent de la valeur résiduelle du navire et de son équipement, afin de couvrir la perte totale jusqu'à cette valeur.

La perte partielle du navire et de son équipement ou les dégâts au navire et à son équipement peuvent être portés aux différents postes du paragraphe précédent ou, si les réparations sont exceptionnellement importantes, au poste 2. B. 2 ci-dessus.

En cas de perte totale, les immobilisations non encore remboursées au titre de l'amortissement (c'est-à-dire la valeur d'amortissement indiquée) seront considérées comme étant récupérées par la partie intéressée par l'intermédiaire de cette assurance.

4. *Vente de navires ou d'équipement.*

Une Partie exploitante qui vend un navire ou un équipement et le remplace par un autre doit déduire du prix d'achat de ce dernier le prix de vente du précédent et ajouter le montant ainsi obtenu à la valeur résiduelle du précédent (au sens de l'Accord), afin de déterminer le montant de la nouvelle immobilisation sur lequel l'amortissement sera calculé. Une Partie exploitante a cependant la faculté, si le Conseil est d'accord, d'adopter une autre méthode pour porter en déduction le prix de vente du navire ou de l'équipement ancien.

5. *Coût pour le premier exercice financier.*

a) Les prévisions budgétaires des dépenses pour le premier exercice financier, du 1^{er} juillet 1975 au 31 décembre 1976, s'élèvent à 6.540.000 livres sterling au taux de change officiel des Nations Unies en vigueur le 1^{er} octobre 1974.

b) Les prévisions budgétaires des dépenses à supporter par toutes les Parties Contractantes au cours de l'exercice financier susmentionné, sur la base d'un remboursement des frais d'exploitation à 90 pour cent, s'élèvent à 5.944.500 livres sterling.

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

c) Les prévisions figurant au paragraphe *a*) ont été établies comme suit:

i) dépenses prévues en milliers de livres sterling:

	Dépenses d'exploitation	Dépenses d'immobilisation	Total
France	1.316	119	1.435
Norvège/Suède	586	—	586
Pays-Bas	638	97	735
Royaume-Uni	1.255	75	1.330
U.R.S.S.	2.160	240	2.400

ii) les prévisions budgétaires des dépenses encourues par l'Organisation pour l'administration de l'Accord au cours du premier exercice financier sont:

54.000 livres sterling au taux de change officiel des Nations Unies en vigueur le 1^{er} octobre 1974,

dans l'hypothèse qu'au cours du premier exercice financier le Conseil tiendra deux sessions d'une durée maximale d'une semaine, soit 5 jours ouvrables, chacune avec service d'interprétation dans les quatre langues officielles (anglais, français, espagnol et russe), si nécessaire.

6. Garantie des dépenses d'immobilisations.

a) Les Parties Contractantes sont censées avoir accepté ce qui suit dans le dessein de maintenir en exploitation, pendant la durée de l'Accord, le réseau indiqué à l'annexe I:

i) la refonte par le Gouvernement du Royaume-Uni de deux de ses navires actuels, au prix estimé de 1.000.000 de livres sterling par navire, selon le tarif en vigueur en novembre 1974, et, conséquemment, le recouvrement par ce gouvernement de l'intégralité de ses dépenses d'immobilisations sur une période d'amortissement de cinq ans;

ii) l'armement par le Gouvernement du Royaume de Norvège d'un navire destiné à remplacer le navire actuel, sur la base d'un contrat de location pour cinq ans, prenant effet à dater du 1^{er} janvier 1977, et, conséquemment, le recouvrement par ce gouvernement de la partie des frais de location déclarée comme relevant des dépenses d'immobilisations estimées à 287.000 livres sterling par an sur la base des prix en vigueur en novembre 1974.

b) Les dépenses visées aux alinéas i) et ii) du paragraphe *a*) ci-dessus seront recouvrées par les gouvernements intéressés, conformément aux dispositions de l'article 10 et du paragraphe 4) de l'article 19.

c) Les Parties exploitantes qui exploiteront, au titre de l'Accord, des navires en service lorsque se terminera l'Accord sur les stations océaniques de l'Atlantique Nord signé à Paris le 25 février 1954, seront en droit d'inclure la poursuite de l'amortissement de leurs dépenses d'immobilisations et devront en faire la déclaration conformément aux dispositions de l'article 10.

d) Nonobstant les dispositions des paragraphes *b*) et *c*) ci-dessus, une Partie exploitante qui retire définitivement un navire du service ne pourra prétendre à aucun remboursement au titre de l'amortissement ou de la location de ce navire pour la partie de la période restant à courir.

**Conferenza dei rappresentanti dei Governi che avevano
partecipato alla Conferenza dei Plenipotenziari relativa
all'Accordo NAOS (1974)**

RAPPORTO FINALE

OMISSIS

RÉSOLUTION 2
DISPOSITIONS TRANSITOIRES
(11 juin 1975)

La Conférence,

notant:

1) l'Accord de financement collectif des stations océaniques de l'Atlantique Nord et l'Acte final de la Conférence des Plénipotentiaires en vue de la conclusion d'un nouvel Accord de financement collectif des stations océaniques de l'Atlantique Nord (Genève, novembre 1974);

2) le fait que les conditions requises pour l'entrée en vigueur de l'Accord, qui sont précisées dans l'article 16, n'ont pas été remplies, mais qu'il semble très probable que l'Accord entrera en vigueur durant les premiers mois de 1976,

Considerant la nécessité absolue de maintenir en service sans interruption le réseau NAOS;

Notant avec satisfaction que les Gouvernements qui seront des Parties exploitantes sont prêts à commencer l'exploitation des navires conformément aux dispositions de l'Accord et de ses annexes dès le 1er juillet 1975, nonobstant le fait que l'Accord ne sera pas encore entré en vigueur à cette date,

Considerant cependant que ces Gouvernements ne peuvent assumer, à eux seuls, le coût de leurs activités, pas plus que l'OMM ne peut prendre en charge les dépenses administratives essentielles,

Demande aux autres Gouvernements d'effectuer, le 1er octobre 1975, un versement provisionnel conformément au barème des contributions figurant au paragraphe 1, alinéa e), de l'annexe III à l'Accord, sur la base d'un tiers des dépenses afférentes aux stations, dont le montant est indiqué au paragraphe 5, alinéa b) de l'annexe III et de faire, le 1er avril 1976, au cas où l'Accord ne serait pas entré en vigueur au 1er mars 1976, un nouveau versement provisionnel, sur la même base;

Prie l'OMM:

1) d'agir en la matière, pendant la période transitoire, en se conformant le plus strictement possible aux dispositions de l'Accord et de ses annexes, et aussi de régler ses propres dépenses essentielles;

2) de soumettre à la première session du Conseil un relevé de compte conformément à l'article 12 de l'Accord, en prenant en considération les dispositions adoptées pour la période transitoire.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

NOTA BENE. — *I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nell'Accordo tra cui il testo in lingua francese qui sopra riportato.*

**ACCORDO
di finanziamento collettivo
per le stazioni oceaniche dell'Atlantico del Nord
(Ginevra - novembre 1974)**

SOMMARIO

PREMESSA

- ARTICOLO 1: Definizioni
- ARTICOLO 2: Obblighi delle Parti Contraenti
- ARTICOLO 3: Obblighi delle Parti concessionarie del diritto di esercizio
- ARTICOLO 4: Il Consiglio
- ARTICOLO 5: Procedure di voto
- ARTICOLO 6: Rapporti con l'Organizzazione
- ARTICOLO 7: Principi di finanziamento
- ARTICOLO 8: Contributi volontari
- ARTICOLO 9: Spese di esercizio e di amministrazione
- ARTICOLO 10: Spese di immobilizzo
- ARTICOLO 11: Accettazione delle previsioni di bilancio e degli estratti conto annui
- ARTICOLO 12: Procedura contabile
- ARTICOLO 13: Inadempimento degli obblighi
- ARTICOLO 14: Arbitrato
- ARTICOLO 15: Firma
- ARTICOLO 16: Entrata in vigore
- ARTICOLO 17: Scadenza
- ARTICOLO 18: Emendamento
- ARTICOLO 19: Denuncia
- ARTICOLO 20: Notifica
- ARTICOLO 21: Registrazione

FORMULA DI ATTESTAZIONE

- ALLEGATO I: Rete e Parti concessionarie del diritto di esercizio
- ALLEGATO II: Servizio che dovranno assicurare le navi-stazioni oceaniche
- ALLEGATO III: Principi finanziari e procedure contabili

PREMESSA

I governi parti del presente Accordo e denominati in seguito « le Parti Contraenti »,

Notando che l'Accordo sulle stazioni oceaniche dell'Atlantico del Nord, concluso a Parigi il 25 febbraio 1954, quale è stato riveduto e prorogato, avrà termine il 30 giugno 1975,

Riconoscendo che oltre all'acquisizione delle informazioni meteorologiche su scala nazionale ed al loro scambio fra paesi, l'acquisizione e lo scambio delle informazioni meteorologiche provenienti da altre zone sono ugualmente indispensabili per permettere ai servizi meteorologici dei diversi paesi del globo di adempiere efficacemente i loro obblighi e che una cooperazione internazionale costituisce il mezzo migliore per ottenere tali informazioni,

Considerando che il sistema di stazioni oceaniche dell'Atlantico del Nord è indispensabile per fornire un'assistenza meteorologica nell'Atlantico del Nord, in Europa e nel Mediterraneo e che contribuisce in ragguardevole misura alla prestazione di servizi in altre regioni dell'emisfero settentrionale.

Considerando che un gran numero di attività umane dipende sempre più dalle informazioni meteorologiche,

Convinti, di conseguenza, della necessità di mantenere in servizio una rete di stazioni oceaniche dell'Atlantico del Nord per soddisfare le esigenze meteorologiche soprammenzionate in generale e per garantire, in particolare, la messa in opera integrale del Programma della Veglia meteorologica mondiale,

Concordano quanto segue:

ARTICOLO 1.

(*Definizioni*).

Ai fini del presente Accordo, i termini qui appresso elencati sono impiegati nel senso seguente:

- 1) « Organizzazione »: l'Organizzazione meteorologica mondiale;
- 2) « Segretario Generale »: il Segretario generale dell'Organizzazione;
- 3) « Stazioni »: le stazioni oceaniche dell'Atlantico del Nord indicate nell'allegato I del presente Accordo;
- 4) « Navi »: le navi in servizio presso tali stazioni;
- 5) « Parti concessionarie del diritto di esercizio »: le parti Contraenti che gestiscono l'esercizio di navi;
- 6) « Consiglio »: il Consiglio stabilito in virtù del paragrafo 1) dell'articolo 4;

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

7) « Spese di esercizio »: le spese indicate al paragrafo 2, sezione A, dell'allegato III;

8) « Spese di immobilizzo »: le spese indicate al paragrafo 2, sezione B, dell'allegato III.

ARTICOLO 2.

(*Obblighi delle Parti Contraenti*).

Le Parti Contraenti si impegnano sia a finanziare, sia a fornire, mantenere in buono stato, gestire e finanziare le navi destinate a delle stazioni nell'Atlantico del Nord, conformemente alle disposizioni contenute nel presente Accordo e nei suoi allegati I, II e III, che ne sono parte integrante.

ARTICOLO 3.

(*Obblighi delle Parti concessionarie del diritto di esercizio*).

1) Le Parti concessionarie del diritto di esercizio si impegnano a che le navi che esse gestiscono presso le stazioni assicurino i servizi specificati nell'allegato II del presente Accordo.

2) Una Parte concessionaria del diritto di esercizio può accordarsi con un'altra Parte Contraente perché quest'ultima assicuri temporaneamente i servizi che forniva la prima. Un simile accordo non comporterà alcun aumento degli oneri finanziari delle altre Parti Contraenti. Tale accordo e le ragioni che l'hanno motivato sono notificate al Segretario generale.

Per ogni accordo di questo genere, che non rivesta tuttavia carattere temporaneo, secondo il quale un'altra Parte contraente assumerebbe l'incarico dei servizi forniti da una Parte concessionaria del diritto di esercizio, è necessaria l'autorizzazione del Consiglio.

3) Nel caso in cui una Parte concessionaria del diritto di esercizio non potesse, durante un periodo superiore a quarantacinque giorni, assicurare i servizi che le incombono, ne informa le altre Parti Contraenti per il tramite del Segretario generale indicandone i motivi e la durata probabile di tale situazione.

Se le circostanze così create non incontrano un'accettazione generale, il Segretario generale convoca una sessione del Consiglio.

ARTICOLO 4.

(*Il Consiglio*).

1) Un Consiglio è istituito con il presente Atto per amministrare l'Accordo.

2) Il Consiglio è composto da rappresentanti di ciascuna delle Parti Contraenti. Il Segretario generale o il suo rappresentante hanno il diritto di assistere alle sessioni del Consiglio con funzioni consultive.

3) Ogni Parte Contraente dispone di un solo voto.

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

4) Il Consiglio assolve, in particolare, le seguenti funzioni:

a) seguire da vicino il funzionamento della rete ed assicurarsi che l'Accordo sia applicato il più efficacemente ed economicamente possibile;

b) coordinare il programma generale dei lavori presso le stazioni;

c) approvare le nuove spese di importanti immobilizzi, come quelle relative alla costruzione di nuove navi, alla locazione di navi o alla riparazione di navi esistenti;

d) approvare le altre spese di immobilizzo, comprese le spese di equipaggiamento, fino alla concorrenza di una somma totale di 100.000 lire sterline per nave nel corso di un dato esercizio finanziario;

e) esaminare ed approvare le previsioni di bilancio e gli estratti conto annui.

5) Il Consiglio è autorizzato a costituire dei comitati e dei gruppi di lavoro composti di persone scelte fra i suoi membri, per assolvere alcuni compiti che saranno a loro affidati.

6) Nel corso della sua prima sessione, il Consiglio elegge fra i suoi membri un presidente ed un vice-presidente il cui mandato scade alla fine del primo esercizio finanziario. Durante il suddetto esercizio e nel corso di ogni esercizio finanziario successivo, il Consiglio elegge un presidente ed un vice-presidente che esercitano rispettivamente le loro funzioni a partire dalla fine dell'esercizio finanziario nel corso del quale sono stati eletti fino alla fine dell'esercizio finanziario seguente. Il presidente ed il vice-presidente sono rieleggibili.

7) Il Segretariato del Consiglio è assicurato dall'Organizzazione.

8) Salvo disposizioni contrarie contenute nel presente Accordo, il Segretario generale convoca le sessioni del Consiglio alla data stabilita dal Consiglio o a richiesta di almeno tre Parti Contraenti.

9) Il Consiglio si riunisce nella sede dell'Organizzazione, a meno che sia stato altrimenti deciso.

10) Il Consiglio stabilisce il proprio regolamento interno.

11) Il numero legale è costituito dalla maggioranza delle Parti Contraenti.

12) Il presidente può richiedere al Segretario Generale di invitare degli Stati che non sono parti del presente Accordo e delle organizzazioni internazionali ad inviare degli osservatori durante una parte o durante tutta la durata delle sessioni del Consiglio, senza alcun obbligo finanziario per le Parti Contraenti o l'Organizzazione.

ARTICOLO 5.

(*Procedure di voto*).

1) Nell'esercizio delle sue funzioni, il Consiglio prende le proprie risoluzioni a maggioranza semplice delle Parti Contraenti presenti e partecipanti al voto, salvo disposizioni contrarie contenute nel presente Accordo.

2) La risoluzione del Consiglio presa in virtù del paragrafo 1) dell'articolo 17 è adottata a maggioranza dei due terzi di tutte le

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Parti Contraenti, maggioranza che deve comprendere i due terzi dei voti delle Parti concessionarie del diritto di esercizio ed i due terzi dei voti delle altre Parti Contraenti.

3) Le risoluzioni del Consiglio prese in virtù del paragrafo 4), lettere *d*) ed *e*), dell'articolo 4 sono adottate a maggioranza dei due terzi delle Parti Contraenti presenti e prenendente parte al voto, con la riserva che l'insieme dei contributi di tali Parti Contraenti rappresenti almeno i due terzi del totale dei contributi versati da tutte le Parti Contraenti.

4) Le risoluzioni del Consiglio prese in virtù delle disposizioni del paragrafo 2) dell'articolo 3, del paragrafo 4), lettera *c*), dell'articolo 4, dell'articolo 13 e del paragrafo 5) dell'articolo 19 sono adottate a maggioranza dei due terzi delle Parti Contraenti presenti e prenendente parte al voto. Le risoluzioni che comportano un aumento degli oneri finanziari delle Parti Contraenti entrano in vigore con approvazione dei due terzi delle Parti Contraenti e, per ogni Parte Contraente restante, con approvazione di quest'ultima.

5) Qualsiasi risoluzione del Consiglio di modificare il limite massimo stabilito al paragrafo 4), lettera *d*), dell'articolo 4 è adottata a maggioranza semplice delle Parti Contraenti presenti e partecipanti al voto ed è immediatamente esecutiva.

6) Salvo disposizioni contrarie contenute nel presente Accordo, le risoluzioni del Consiglio hanno effetto immediatamente oppure a partire da una data ulteriore stabilita dal Consiglio.

ARTICOLO 6.

(*Rapporti con l'Organizzazione*).

Amministrando il presente Accordo, il Consiglio tiene conto dei programmi e dei principi direttivi dell'Organizzazione.

ARTICOLO 7.

(*Principi di finanziamento*).

1) Le Parti concessionarie del diritto di esercizio sono rimborsate al 90 per cento delle spese di esercizio sostenute per assicurare i servizi convenuti, conformemente alle disposizioni degli articoli 9 e 12 e dell'allegato III.

2) Le Parti concessionarie del diritto di esercizio ricevono la somma stabilita per i loro immobilizzi conformemente alle disposizioni degli articoli 10 e 12 e dell'allegato III.

3) Nonostante le disposizioni contenute nei paragrafi 1) e 2) del presente articolo, alle Parti concessionarie del diritto di esercizio non sono rimborsate né pagate somme superiori all'ammontare totale dei contributi effettivamente ricevuti dall'Organizzazione, conformemente all'articolo 12, previa deduzione delle spese che devono esser rimborsate all'Organizzazione in virtù delle disposizioni del paragrafo 4) del presente articolo.

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

4) Le spese annue sostenute dall'Organizzazione per l'amministrazione del presente Accordo le sono rimborsate, deduzione fatta degli interessi maturati a titolo di contributi.

5) L'unità di conto è la lira sterlina. Tutte le somme pagate all'Organizzazione o da essa sono versate nell'unità di conto.

6) L'esercizio finanziario comincia il primo gennaio e termina il 31 dicembre. Tuttavia, il primo esercizio finanziario comincia il 1º luglio 1975 e termina il 31 dicembre 1976.

ARTICOLO 8.

(*Contributi volontari*).

Il Consiglio può accettare dei contributi volontari, siano essi in denaro o meno, a condizione che siano offerti per dei fini compatibili con la linea di condotta, gli scopi e l'attività del sistema delle stazioni oceaniche dell'Atlantico del Nord.

ARTICOLO 9.

(*Spese di esercizio e di amministrazione*).

1) Il 1º aprile di ogni anno al più tardi, ogni Parte concessionaria del diritto di esercizio sottopone al Segretario generale:

a) per l'esercizio finanziario trascorso:

i) un rapporto sull'esercizio della propria o delle proprie stazioni e sui servizi che vi sono stati assicurati;

ii) il conto finale delle proprie spese di esercizio effettive, secondo il metodo prescritto dal paragrafo 2, sezione A, dell'allegato III;

b) per l'esercizio finanziario successivo, le previsioni di bilancio concernenti le proprie spese di esercizio, secondo il metodo prescritto dal paragrafo 2, sezione A, dell'allegato III.

2) Il 1º aprile di ogni anno al più tardi, l'Organizzazione prepara delle previsioni di bilancio concernenti le proprie spese per l'esercizio finanziario successivo.

3) Ogni Parte concessionaria del diritto di esercizio esprime tutte le sue spese effettive e previste nella propria moneta. Il Segretario generale converte le cifre indicate nell'unità di conto specificata all'articolo 7, paragrafo 5), al tasso del cambio ufficiale delle Nazioni Unite in vigore al 1º aprile.

4) Sottponendo le loro previsioni di bilancio, ogni Parte concessionaria del diritto di esercizio come pure l'Organizzazione forniscono una spiegazione completa delle cause che sono all'origine di eventuali differenze rispetto alle loro previsioni di bilancio per l'esercizio precedente.

ARTICOLO 10.

(*Spese di immobilizzo*).

Alle Parti concessionarie del diritto di esercizio sono rimborsate dalle Parti Contraenti le loro spese di immobilizzo approvate dal Consiglio; a questo fine è loro versata una somma, stabilita conformemente

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

a delle tabelle di annualità ed al tasso di interesse in vigore nei loro paesi, alla data dell'investimento, per il finanziamento di analoghi progetti governativi. Nel sottoporre il conto finale delle loro spese di esercizio effettive e le loro previsioni di bilancio, conformemente ai paragrafi 1) a) ii) e 1) b) dell'articolo 9, le Parti concessionarie del diritto di esercizio dichiarano il loro diritto al ricupero delle spese di immobilizzo, secondo il metodo prescritto dal paragrafo 2, sezione B, dell'allegato III.

ARTICOLO 11.

(*Accettazione delle previsioni di bilancio e degli estratti conto annuali*).

1) Il Segretario generale invia a tutte le Parti Contraenti, prima del 1º maggio, copie delle previsioni di bilancio e degli estratti conto finali indicati all'articolo 9, accompagnate dalle spiegazioni sottoposte in applicazione dell'articolo 9, paragrafo 4), e dalla dichiarazione presentata in applicazione dell'articolo 10.

2) Successivamente, il Segretario generale convoca una sessione del Consiglio, che deve aver luogo prima del 1º settembre al più tardi, in vista di approvare le previsioni di bilancio e gli estratti conto annuali.

ARTICOLO 12.

(*Procedura contabile*).

1) Il 1º ottobre al più tardi, l'Organizzazione presenta alle Parti Contraenti un estratto conto, nell'unità di conto, indicando i contributi in denaro ed i diritti e compensi in denaro per l'esercizio finanziario successivo, tenendo in debito conto le disposizioni del paragrafo 1) dell'articolo 7. Tale estratto conto:

a) è stabilito sulla base degli elementi seguenti:

i) le previsioni delle spese di esercizio approvate dal Consiglio ed il ricupero delle spese di immobilizzo approvate dal Consiglio;

ii) le differenze fra le previsioni di spese utilizzate come base di calcolo dei contributi in denaro e dei diritti di compensazione in denaro per l'esercizio finanziario precedente da una parte, e gli estratti conto annuali accettati dal Consiglio, dall'altra parte;

iii) gli adeguamenti ai diritti di compensazione in denaro delle Parti concessionarie del diritto di esercizio, risultanti da modifiche dei tassi di cambio ufficiali delle Nazioni Unite sopravvenute tra la data, due anni prima, alla quale le previsioni di bilancio sono state presentate e le date, un anno prima, alle quali l'Organizzazione doveva ricevere le somme pagate dalle Parti Contraenti;

iv) le spese sostenute dall'Organizzazione per l'amministrazione dell'Accordo, ivi compresa una sessione ordinaria del Consiglio;

v) d'altre spese approvate dal Consiglio, e in particolare le spese riguardanti le sessioni straordinarie di quest'ultimo;

vi) i contributi volontari versati conformemente alle disposizioni contenute nell'articolo 8 e rimessi all'Organizzazione il 1º settembre o prima di questa data;

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

b) è calcolato nel modo seguente:

i) l'Organizzazione converte le differenze menzionate al capoverso a) ii) precedente nell'unità di conto al tasso di cambio ufficiale delle Nazioni Unite in vigore alla data in cui il conto finale deve essere presentato dalle Parti concessionarie del diritto di esercizio;

ii) l'ammontare totale di tutti i contributi volontari indicati al capoverso a) vi) precedente è dedotto dall'ammontare totale delle diverse somme previste ai capoversi da a) i) fino a a) v) precedenti. L'ammontare netto delle spese così ottenute è suddiviso, conformemente all'indice dei contributi di cui al paragrafo 1 dell'allegato III;

c) indica l'ammontare netto delle spese così suddivise.

Nel caso in cui si tratti di una Parte concessionaria del diritto di esercizio, le cifre indicate corrispondono alla differenza fra la somma che le è dovuta ed il contributo che essa deve pagare.

2) Le Parti Contraenti pagano all'Organizzazione le somme che le devono secondo l'estratto conto presentato. I pagamenti devono essere effettuati nell'unità di conto specificata ed in due versamenti di pari entità, il 1º aprile ed il 1º ottobre dell'esercizio successivo.

3) Con riserva delle disposizioni contenute nel paragrafo 3) dell'articolo 7, l'Organizzazione paga alle Parti concessionarie del diritto di esercizio, il 1º maggio ed il 1º novembre di ogni esercizio finanziario, le somme che sono loro dovute secondo l'estratto conto.

4) Se una Parte concessionaria del diritto di esercizio constata che le proprie spese di esercizio effettive, nella moneta nazionale, rischiano di superare di oltre l'8 per cento per anno le spese previste, ne avverte immediatamente il Segretario generale. Questi ne informa tutte le Parti Contraenti.

5) Per quanto concerne il primo esercizio finanziario, le previsioni delle spese di ogni Parte concessionaria del diritto di esercizio e dell'Organizzazione sono determinate al paragrafo 5 dell'allegato III. All'occorrenza, tali spese saranno conformi alle procedure indicate nel presente articolo. Tre versamenti per importi di pari entità saranno effettuati nel corso del primo esercizio.

ARTICOLO 13.

(*Inadempimento degli obblighi*).

Se una Parte Contraente, senza il consenso delle altre Parti Contraenti, non assolve la totalità o una parte degli obblighi finanziari, o altri, che le incombono in virtù del presente Accordo, il Segretario generale consulta le altre Parti Contraenti riguardo alle misure che conviene siano prese e convoca una sessione del Consiglio, se tali consultazioni non consentono di giungere ad un accordo accettabile per tutte le altre Parti Contraenti.

ARTICOLO 14.

(*Arbitrato*).

1) Ogni controversia fra le Parti Contraenti derivante dall'interpretazione o dall'applicazione del presente Accordo e/o dei suoi allegati che non sia stata altrimenti composta fra le dette parti è sotto-

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

posta ad arbitrato, a richiesta dell'una o dell'altra delle Parti Contraenti.

2) Ogni Parte Contraente può unirsi all'una o all'altra delle parti nella controversia che è sottoposta all'arbitrato.

3) Il lodo è emesso da tre arbitri. Ciascuna delle parti in litigio designa un arbitro. Questi due arbitri designano un terzo arbitro, che è il presidente e che non avrà la nazionalità né dell'una né dell'altra parte in litigio.

4) Se, nei tre mesi successivi alla data in cui la controversia è sottoposta all'arbitrato, l'una o l'altra delle parti non designa un arbitro, il Segretario generale designa tale arbitro a richiesta dell'altra parte. Questa stessa procedura viene applicata se, entro il termine di un mese a partire dalla data di designazione del secondo arbitro, i due primi arbitri non possono trovare un accordo per la designazione del terzo arbitro.

5) Gli arbitri stabiliscono la loro propria procedura di arbitrato. Prendono le loro decisioni a maggioranza semplice.

6) Il lodo è definitivo e vincola le parti. Nel caso di una controversia sul senso o la portata del lodo, è compito degli arbitri interpretarlo a richiesta dell'una o dell'altra parte.

7) Ciascuna parte sosterrà le spese dell'arbitro da essa designato, e le parti sosterranno, in uguale misura, le spese del terzo arbitro, come pure le altre spese attinenti all'arbitrato.

ARTICOLO 15.

(*Firma*).

1) Il presente Accordo rimane aperto alla firma sino al 31 maggio 1975, presso la Sede dell'Organizzazione, e rimane in seguito aperto all'adesione.

2) I Governi degli Stati Membri dell'Organizzazione divengono parti del presente Accordo:

- a) con firma non sottoposta a ratificazione, accettazione o approvazione;
- b) con firma con riserva di ratificazione, accettazione o approvazione, seguita da ratificazione, accettazione o approvazione;
- c) per mezzo di adesione.

3) Gli strumenti di ratificazione, accettazione, approvazione o adesione sono depositati presso il Segretario generale.

ARTICOLO 16.

(*Entrata in vigore*).

1) Il presente Accordo entra in vigore il primo giorno del secondo mese successivo la data in cui i governi divenuti parti dell'Accordo, conformemente all'articolo 15, ivi compresi i governi che gestiscono le navi conformemente alle indicazioni dell'allegato I sono,

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

secondo l'indice indicato al paragrafo 1, capoverso e), dell'allegato III, sufficientemente numerosi per assicurare un ammontare totale di contributi pari almeno all'80 per cento dell'ammontare delle spese concernenti le stazioni, che sono indicate al paragrafo 5, capoverso b) dell'allegato III. I governi che hanno permesso l'entrata in vigore dell'Accordo conformemente al presente paragrafo sono vincolati dalle disposizioni contenute nell'Accordo e nei suoi allegati a partire dal 1° luglio 1975.

2) Per quanto riguarda i governi che divengono parti del presente Accordo dopo che le condizioni prescritte dal paragrafo 1) del presente articolo sono state soddisfatte, detto Accordo ha effetto il primo giorno del secondo mese successivo la data del deposito del loro strumento di ratificazione, accettazione, approvazione o adesione.

ARTICOLO 17.

(*Scadenza*).

1) Il presente Accordo resterà in vigore fino al 31 dicembre 1981, e sarà in seguito tacitamente prorogato di anno in anno, a meno che il Consiglio non decida di porvi termine.

2) Se il Consiglio decide di porre termine all'Accordo, deve prendere tutte le decisioni necessarie relative alla liquidazione dell'Accordo. Il Consiglio può affidare tale liquidazione al Segretario generale.

3) Salvo il caso in cui il Consiglio abbia diversamente deciso, ogni saldo in eccedenza al momento della liquidazione è suddiviso fra le Parti Contraenti che sono allora parti dell'Accordo, proporzionalmente ai contributi da esse versati a partire dalla data in cui sono divenute parti del presente Accordo. Un eventuale *deficit* al momento della liquidazione è coperto dalle Parti Contraenti che sono allora parti dell'Accordo, proporzionalmente all'ammontare dei loro contributi fissato per l'esercizio finanziario in corso.

ARTICOLO 18.

(*Emendamento*).

1) Il Segretario generale comunica a tutte le parti Contraenti il testo di qualsiasi emendamento che una Parte Contraente propone di apportare al presente Accordo o ai suoi allegati, almeno sei mesi prima che la proposta di emendamento sia esaminata dal Consiglio. Tuttavia, il Consiglio può, a maggioranza semplice dei membri presenti e che prendono parte al voto, decidere di esaminare degli emendamenti che sono stati comunicati meno di sei mesi prima o che sono stati proposti nel corso di una delle sue sessioni.

2) Gli emendamenti al presente Accordo o ai suoi allegati, che comportano un aumento degli oneri finanziari delle Parti Contraenti, come pure gli emendamenti al presente paragrafo, sono approvati dal Consiglio a maggioranza dei due terzi dei membri presenti e che pren-

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

dono parte al voto ed entrano in vigore con accettazione dei due terzi delle Parti Contraenti, e, per ogni Parte Contraente restante, con accettazione di quest'ultima.

3) Ogni altro emendamento al presente Accordo o ai suoi allegati entra in vigore, per tutte le Parti Contraenti, dopo essere stato approvato a maggioranza dei due terzi di tutte le Parti Contraenti.

ARTICOLO 19.

(*Denuncia*).

1) Questo Accordo non può essere denunciato da una Parte Contraente che dopo essere stato in vigore per questa Parte Contraente durante un periodo di due anni. Qualsiasi denuncia del presente Accordo è notificata per iscritto al Segretario generale.

2) La denuncia dell'Accordo ha effetto alla fine dell'anno successivo all'anno durante il quale detta denuncia è stata notificata.

3) Se, nel caso previsto al paragrafo 3) dell'articolo 3, una Parte Contraente non può accettare un'interruzione temporanea del programma di una o di più stazioni, di cui il Consiglio ha preso nota, essa ha il diritto, se l'interruzione dura sei mesi consecutivi, di denunciare l'Accordo con effetto immediato, nonostante le disposizioni contenute nei paragrafi 1) e 2) del presente articolo.

4) Una Parte Contraente che ha denunciato l'Accordo è tenuta a pagare i suoi contributi, ivi compresa la sua parte di spese di esercizio, esigibili fino alla data in cui la denuncia ha effetto; è del pari tenuta a versare la sua parte di spese di immobilizzo che le resta da pagare per il periodo di ammortamento considerato. Tuttavia, nel caso previsto al paragrafo 3) del presente articolo, ed eccettuato il caso di forza maggiore, come tale riconosciuto dal Consiglio, che abbia provocato un'avarìa irreparabile ad una nave, una Parte Contraente che denuncia l'Accordo non è vincolata nei confronti delle Parti Contraenti responsabili dell'interruzione temporanea.

5) Dopo aver ricevuto il preavviso di denuncia, il Segretario generale consulta le altre Parti Contraenti riguardo alle misure che conviene siano prese. Se tali consultazioni non consentono di raggiungere un accordo accettabile per tutte le altre Parti Contraenti, il Segretario generale convoca una sessione del Consiglio affinché prenda una decisione adeguata.

ARTICOLO 20.

(*Notifica*).

Il Segretario generale notifica alle Parti Contraenti quanto segue:

a) ogni firma dell'Accordo;

b) il deposito di ogni strumento di ratificazione, accettazione, approvazione o adesione;

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

- c) l'entrata in vigore del presente Accordo;
- d) l'approvazione, accettazione ed entrata in vigore di qualsiasi emendamento al presente Accordo o ai suoi allegati;
- e) ogni denuncia del presente Accordo;
- f) la decisione di porre fine al presente Accordo;
- g) ogni decisione presa dal Consiglio in virtù delle disposizioni contenute nel presente Accordo e la data di entrata in vigore di tale decisione;
- h) ogni accordo concluso in virtù delle disposizioni contenute nell'articolo 3, paragrafo 2).

ARTICOLO 21.

(*Registrazione*).

Il Segretario generale registra il presente Accordo presso il Segretario generale delle Nazioni Unite, conformemente all'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, essendo debitamente autorizzati a tale effetto dai loro rispettivi governi, hanno firmato il presente Accordo.

FATTO a Ginevra, il quindici del mese di novembre dell'anno millecentosettantaquattro, in inglese, in francese, in spagnolo e in russo, tutti i testi facenti ugualmente fede; sarà depositato presso il Segretario generale dell'Organizzazione meteorologica mondiale, che ne trasmetterà copie certificate conformi a tutti gli Stati firmatari e aderenti.

(*Seguono le firme*).

ALLEGATO I

RETE E PARTI CONCESSIONARIE DEL DIRITTO DI ESERCIZIO.

Rete di Stazioni Oceaniche dell'Atlantico del Nord:

Stazione M	66°00'N,	02°00'E
Stazione L	57°00'N,	20°00'O
Stazione R	47°00'N,	17°00'O
Stazione C	52°45'N,	35°30'O

Parti concessionarie del diritto di esercizio:

Francia	stazione R
Norvegia	stazione M
Paesi Bassi	stazione M
Regno Unito	stazione L
Svezia (*)	stazione M
Unione delle Repubbliche Socialiste Sovietiche . .	stazione C

(*) La Svezia cesserà di essere una Parte concessionaria del diritto di esercizio quando la nave (*Polarfront II*) attualmente gestita unitamente dalla Norvegia e dalla Svezia sarà definitivamente ritirata dal servizio.

ALLEGATO II**SERVIZI CHE DOVRANNO ASSICURARE LE NAVI-STAZIONI OCEANICHE.**

I servizi che dovranno assicurare le navi-stazioni oceaniche sono classificati in servizi primari, servizi secondari e altri servizi. I servizi primari sono i servizi indispensabili la cui prestazione è la ragione principale della messa in opera delle navi. I servizi secondari e altri sono i servizi che sono assicurati data la presenza delle navi in stazione.

1. Servizi primari:

a) Delle osservazioni meteorologiche saranno effettuate a bordo di tutte le navi-stazioni oceaniche, conformemente al programma seguente:

i) osservazioni in superficie tutte le ore, comprendenti tutti gli elementi prescritti per le osservazioni di navi dall'Organizzazione meteorologica mondiale;

ii) osservazioni quotidiane del vento in altitudine a 0000, 0600, 1200, 1800 ore TMG e osservazioni della pressione, della temperatura e dell'umidità in altitudine almeno due volte al giorno (a 0000 e 1200 ore TMG), tutte queste osservazioni dovendo essere fatte di preferenza fino ad un'altitudine di 24 chilometri o superiore.

b) Le osservazioni menzionate al paragrafo a) precedente saranno trasmesse rapidamente alle stazioni costiere adeguate nel codice internazionale prescritto dall'Organizzazione meteorologica mondiale e, a tal fine, saranno assicurate le comunicazioni indispensabili fra le navi e la costa.

2. Servizi secondari ed altri servizi:

Oltre i servizi specificati al paragrafo precedente, le navi-stazioni oceaniche assicureranno i servizi secondari e gli altri servizi che potranno rivelarsi utili, a condizione che questi servizi non comportino aumenti del personale e dell'attrezzatura di bordo obbligatoria, e non compromettano la fornitura dei servizi primari.

2. 1 Servizi secondari:

a) Le osservazioni meteorologiche di altre navi-stazioni oceaniche potranno essere ricevute e ritrasmesse in virtù di accordi nazionali o bilaterali.

b) I messaggi di osservazione meteorologica delle navi mercantili potranno essere ritrasmessi alle stazioni radio costiere.

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

2. 2 Altri servizi.

Questi altri servizi comprendono:

- a) la ricezione e la ritrasmissione dei resoconti AMVER delle navi fornite di un'installazione radiotelefonica, nella misura in cui le navi-stazioni oceaniche possono svolgere tale compito nel quadro delle loro attribuzioni ordinarie;
- b) dei servizi di sicurezza ad altre navi ed alle aeronavi, così come indicato nel Manuale delle navi-stazioni oceaniche, pubblicato sotto l'autorità del Consiglio;
- c) l'ormeggio, la manutenzione ed il ricupero delle boe meteorologiche e delle boe oceanografiche;
- d) l'esecuzione di osservazioni oceanografiche e di altre osservazioni scientifiche. Le Parti concessionarie del diritto di esercizio fanno ogni sforzo per eseguire tali osservazioni, ma senza spese per le altre Parti Contraenti.

ALLEGATO III

PRINCIPI FINANZIARI E PROCEDURE CONTABILI.

1. *Indice dei contributi.*

a) L'indice dei contributi è basato sul prodotto di due fattori concettuali, e cioè la « capacità di pagare » di ogni Parte Contraente dell'Accordo e il « vantaggio meteorologico » relativo ottenuto dalle osservazioni meteorologiche effettuate presso le stazioni ai termini dell'Accordo.

b) Tre parametri esprimono la « capacità di pagare » di una Parte Contraente: il reddito nazionale così come indicato nella pubblicazione « *Dati sul reddito nazionale e statistiche connesse* » fatta dall'Ufficio delle statistiche delle Nazioni Unite per il Comitato dei contributi, il numero di unità di contributi che figura nel tariffario dell'OMM, ed il contributo annuo versato all'Organizzazione delle Nazioni Unite.

c) Sette parametri esprimono il « vantaggio meteorologico ». Per calcolare il « vantaggio meteorologico », la posizione del centro della rete è determinata per mezzo della media che compongono la rete definita nell'allegato I. La distanza R è definita come la lunghezza, in chilometri, su di una terra sferica di 6.373 chilometri di raggio, dell'arco di circolo massimo che unisce il centro della rete e la capitale della Parte Contraente considerata. Le formule che servono a determinare il fattore che rappresenta il « vantaggio meteorologico » M sono le seguenti:

1) *Funzione a gradini radiali*

$$0 < R \leq 1850 \text{ km} \quad M = 1,00$$

$$1850 < R \leq 2780 \text{ km} \quad M = 0,75$$

$$2780 < R \quad M = 0,50$$

2) *Funzione rampa semplice*

$$0 < R \leq 930 \text{ km} \quad M = 1,00$$

$$930 < R < 3700 \text{ km} \quad \text{pendio lineare fra } M = 1,00 \text{ a } 930 \text{ km e } M = 0,25 \text{ a } 3700 \text{ km}$$

$$3700 \text{ km} \leq R \quad M = 0,25$$

3) *Funzione rampa doppia*

$$R = 0 \quad M = 0,33$$

$$0 < R < 1500 \text{ km} \quad \text{pendio lineare fra } M = 0,33 \text{ a } 0 \text{ km e } M = 1,00 \text{ a } 1500 \text{ km}$$

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

$$R = 1500 \text{ km}$$

$$M = 1,00$$

$$1500 < R < 4000 \text{ km}$$

pendio lineare fra $M = 1,00$
a 1500 km e $M = 0,33$ a
4000 km

$$4000 \leq R$$

$$M = 0,33$$

4) *Funzione danese*

$$M = \frac{R + 3000 \text{ km}}{2R + 3000 \text{ km}}$$

5) *Funzione danese modificata*

$$M = \frac{R + 3000 \text{ km}}{3R + 3000 \text{ km}}$$

6) *Fattore di prossimità*

$$R \leq 1250 \text{ km} \quad M = 1,00$$

$$R > 1250 \text{ km} \quad M = 1250 \text{ km/R}$$

7) *Formula longitudine/latitudine*

La situazione dei paesi essendo definita dalla posizione della loro capitale, i fattori che rappresentano il « vantaggio meteorologico » a breve, medio e lungo termine si applicano nel modo seguente:

i) per i paesi situati in prossimità della rete e ad ovest del meridiano di 5°O, il fattore « vantaggio meteorologico » è di 0,7;

ii) per i paesi situati fra i meridiani di 5°O e 50°E, il fattore « vantaggio meteorologico » è di 1,0 al limite occidentale di tale zona e decresce regolarmente fino al valore di 0,3 al limite orientale;

iii) per i paesi situati ad est del meridiano di 50°E, il fattore « vantaggio meteorologico » è di 0,3;

iv) per i paesi situati ad ovest del meridiano di 50°O, il fattore « vantaggio meteorologico » è di 0,3;

v) per i paesi situati a sud del parallelo di 30°N, il fattore « vantaggio meteorologico » è di 0,3, quale che sia la longitudine;

vi) per i paesi situati fra i paralleli di 45°N e di 30°N, il fattore « vantaggio meteorologico » è pari ai 75/100 del valore indicato ai capoversi i) e ii) precedenti, ma non può in alcun caso essere inferiore a 0,3.

d) La combinazione dei tre fattori che rappresentano la « capacità di pagare » e dei sette fattori che rappresentano il « vantaggio meteorologico » offre 21 possibilità di indici di contributi. Il contributo di una parte dell'Accordo sarà espresso in percentuale sotto forma della media delle due grandezze seguenti:

i) la media, per il paese considerato, dei contributi, espressi in percentuale, dedotti dai 21 indici possibili;

ii) la media, per il paese considerato, delle percentuali massima e minima derivate dai 21 indici.

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

e) L'indice dei contributi che figura qui di seguito e che è stato calcolato conformemente alle disposizioni dei paragrafi a), b), c) e d) precedenti è destinato a servire alla messa in applicazione del paragrafo 1) dell'articolo dell'Accordo:

Austria	1,0995
Belgio	2,8857
Cecoslovacchia	1,9806
Danimarca	1,5179
Finlandia	0,8919
Francia	13,7076
Germania, Repubblica Federale di	15,1471
Irlanda	0,5670
Islanda	0,1473
Italia	5,6800
Jugoslavia	0,7867
Norvegia	1,2815
Paesi Bassi	3,0822
Polonia	2,5678
Regno Unito	15,6115
Repubblica Democratica Tedesca	2,8267
Spagna	2,4344
Svezia	2,9302
Svizzera	2,2234
Tunisia	0,0989
Ungheria	0,8368
U.R.S.S.	21,6899
	100,0000%

f) Il Consiglio riceve, ogni tre anni ed ogni volta che il numero delle Parti Contraenti viene modificato, il valore numerico dei fattori « capacità di pagare » che sono utilizzati per il calcolo dell'indice dei contributi. Tale revisione non è da considerarsi come un emendamento alle disposizioni del presente allegato.

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

2. *Metodi di presentazione delle informazioni relative alle spese delle Parti concessionarie del diritto di esercizio.*

A. *Spese di esercizio*

POSTO	Ammontare	Osservazioni
1. <i>Totali delle rimunerazioni</i> (Personale di bordo — unire lo stato degli stipendi del personale di ogni categoria in servizio e fuori servizio. Le spese e prestazioni di previdenza sociale devono figurare sotto un'unica voce per ogni categoria di personale)	
1. 1 Ufficiali	
1. 2 Uomini dell'equipaggio (ivi compresi i sottufficiali di marina, i camerieri di bordo ed i cuochi)	
1. 3 Personale specializzato	
a) meteorologi	
b) personale delle comunicazioni	
c) tecnici	
1. 4 Ore supplementari (totale tutte le categorie)	
1. 5 Spese secondarie relative al personale (spese di viaggio e di sussistenza, di reclutamento, di esami medici, ecc., dell'equipaggio)	
2. <i>Combustibile della nave</i>		
2. 1 Combustibile dei motori (ivi compresi i lubrificanti)	
2. 2 Altri combustibili — per tipo (cucina, generatori, motore diesel, scialuppe, ecc.)	
3. <i>Viveri ed approvvigionamenti</i>		
3. 1 Viveri (compresa l'acqua)	
3. 2 Proviste di bordo (ponte, macchine, commissariato)	
3. 3 Materiale meteorologico	
3. 4 Materiale radio e radar	
3. 5 Distrazioni (films, libri, giochi, ecc.)	
4. <i>Altre spese</i>		
4. 1 Spese al porto di immatricolazione (Includere in queste spese ogni somma che verrebbe versata ad una compagnia marittima per lo sfruttamento delle navi meteorologiche per conto dello Stato)	

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

POSTO	Ammontare	Osservazioni
4. 1. 1 Stipendi, salari, ore supplementari al porto di immatricolazione (personale di cambio, vigilanza, ecc.)	
4. 1. 2 Combustibile consumato al porto di immatricolazione (ivi compreso il riscaldamento dei locali della base)	
4. 1. 3 Varie:		
i) Elettricità (illuminazione e forza), acqua	
ii) Rimozione dell'immondizia	
iii) Posta e telefono	
iv) Spostamenti e sussistenza	
v) Proviste della base	
4. 2 Spese di esercizio (in caso di scali effettuati altrove che nel porto di immatricolazione, indicare separatamente le installazioni ed i servizi che sono stati utilizzati presso questi scali e le spese dirette che ne sono eventualmente derivate).		
4. 2. 1 Diritti di pilotaggio	
4. 2. 2 Diritto di porto	
4. 2. 3 Lavaggio	
4. 2. 4 Varie		
i)	
ii)	
iii)	
4. 2. 5 Assicurazione della nave per coprire il rischio di responsabilità civile - 0,4 per cento del valore iniziale della nave	
5. Manutenzione e revisioni (ivi compresa la sostituzione del materiale pesante danneggiato - ad esempio, scialuppe, materiale radio, ecc. Precisare le spese speciali per mezzo di note).		
5. 1 Ponte	
5. 2 Macchine	
5. 3 Impianto elettrico	
5. 4 Radio/radar	
B. Spese di immobilizzo		
Spese indirette		
1. Immobilizzi - Porto di immatricolazione (Includere in queste spese ogni somma che verrebbe versata ad una compagnia marittima per lo sfruttamento delle navi meteorologiche per conto dello Stato).		

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

POSTO		Ammontare	Osservazioni
a) Immobili:	Valore iniziale	. . . . .	(al.....19...)
	Valore residuo	. . . . .	(al.....19...)
b) Equipaggiamento:	Valore iniziale	. . . . .	(al.....19...)
	Valore residuo	. . . . .	(al.....19...)
 1. 1 Ammortamento			
a) Immobili	(.....%)	. . . . .
b) Equipaggiamento	(.....%)	. . . . .
 1. 2 Interesse			
a) Immobili	(.....%)	. . . . .
b) Equipaggiamento	(.....%)	. . . . .
 2. Immobilizzi-Nave			
a) Nave:	Valore iniziale	. . . . .	(al.....19...)
	Valore residuo	. . . . .	(al.....19...)
b) Equipaggiamento:	Valore iniziale	. . . . .	(al.....19...)
	Valore residuo	. . . . .	(al.....19...)
 2. 1 Ammortamento			
a) Nave	(.....%)	. . . . .
b) Equipaggiamento	(.....%)	. . . . .
 2. 2 Interesse			
a) Nave	(.....%)	. . . . .
b) Equipaggiamento	(.....%)	. . . . .
2. 3 Assicurazione per « perdita totale »		. . . . .

Totale delle spese di immobilizzo

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

3. *Ammortamento, interesse ed assicurazione.*

a) Ammortamento delle navi, degli edifici e dell'attrezzatura.

È indicato qui di seguito, per ogni elemento, il periodo di ammortamento più breve che le Parti concessionarie del diritto di esercizio saranno autorizzate ad utilizzare:

- | | |
|---|---------|
| 1) Immobili | 20 anni |
| 2) Attrezzatura (al porto di immatricolazione o sulle navi) | 8 anni |
| 3) Nuove navi | 15 anni |

b) Interesse.

L'interesse sul valore residuo delle navi, degli immobili e dell'attrezzature dovrà essere imputato dalle Parti concessionarie del diritto di esercizio secondo il tasso che è in vigore nel loro paese per il finanziamento di spese pubbliche della stessa natura.

c) Assicurazione.

Le Parti concessionarie del diritto di esercizio potranno includere un elemento indicativo per l'assicurazione al tasso massimo annuo di: 0,5 per cento del valore residuo della nave e del suo equipaggiamento, al fine di coprire la perdita totale sino a tale valore.

La perdita parziale della nave e del suo equipaggiamento o i danni alla nave o al suo equipaggiamento possono essere portati ai diversi posti del paragrafo precedente o, qualora le riparazioni fossero eccezionalmente importanti, al posto 2. B. 2 precedente.

In caso di perdita totale, gli immobilizzi non ancora rimborsati a titolo di ammortamento (cioè il valore di ammortamento indicato) saranno considerati come recuperati dalla parte interessata per tramite di questa assicurazione.

4. *Vendita di navi o di equipaggiamento.*

Una Parte concessionaria del diritto di esercizio che vende una nave o l'equipaggiamento sostituendoli con altri, deve dedurre dal prezzo di acquisto di questi ultimi il prezzo di vendita dei precedenti ed aggiungere l'ammontare così ottenuto al valore residuo dei precedenti (ai sensi dell'Accordo), al fine di determinare l'ammontare del nuovo immobilizzo sul quale verrà calcolato l'ammortamento. Una parte concessionaria del diritto di esercizio ha tuttavia la facoltà, previo accordo del Consiglio, di adottare un altro metodo per portare in detrazione il prezzo di vendita della vecchia nave o del vecchio equipaggiamento.

5. *Costo per il primo esercizio finanziario.*

a) Le previsioni di bilancio per le spese del primo esercizio finanziario, dal 1º luglio 1975 al 31 dicembre 1976, ammontano a 6.540.000 lire sterline al tasso di cambio ufficiale delle Nazioni Unite in vigore il 1º ottobre 1974.

b) Le previsioni di bilancio delle spese che dovranno sostenere tutte le parti contraenti nel corso dell'esercizio finanziario sopramenzionato, sulla base di un rimborso delle spese di esercizio al 90 per cento, ammontano a 5.944.500 lire sterline.

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

c) Le previsioni indicate al paragrafo a) sono state determinate nel modo seguente:

i) spese previste in migliaia di lire sterline:

	Spese di esercizio	Spese di immobilizzo	Totale
Francia	1.316	119	1.435
Norvegia/Svezia	586	—	586
Paesi Bassi	638	97	735
Regno Unito	1.255	75	1.330
URSS	2.160	240	2.400

ii) le previsioni di bilancio delle spese sostenute dall'Organizzazione per l'amministrazione dell'Accordo nel corso del primo esercizio finanziario sono:

54.000 lire sterline al tasso di cambio ufficiale delle Nazioni Unite in vigore il 1º ottobre 1974,

nell'ipotesi che nel corso del primo esercizio finanziario il Consiglio terrà due sessioni di una durata massima di una settimana, vale a dire cinque giorni lavorativi, ciascuna con servizio di interpretazione nelle quattro lingue ufficiali (inglese, francese, spagnolo e russo), se necessario.

6. Garanzia delle spese di immobilizzo.

a) Si presume che le parti contraenti abbiano accettato quanto segue nell'intento di mantenere in esercizio, per la durata dell'Accordo, la rete indicata nell'allegato I:

i) la riparazione da parte del Governo del Regno Unito di due delle sue attuali navi, al prezzo stimato in un milione di lire sterline per nave, secondo la tariffa in vigore nel novembre 1974, e, di conseguenza, il ricupero da parte di questo governo della totalità delle sue spese di immobilizzo su un periodo di ammortamento di cinque anni;

ii) l'armamento da parte del Governo del Regno di Norvegia di una nave destinata a sostituire la nave attuale, sulla base di un contratto di locazione per cinque anni, avente effetto a partire dal 1º gennaio 1977 e, di conseguenza, il recupero da parte di tale Governo della parte di spese di noleggio dichiarata come facente capo alle spese di immobilizzo valutate in 287.000 lire sterline per anno sulla base dei prezzi in vigore del novembre 1974.

b) Le spese considerate nei capoversi i) e ii) del paragrafo a) precedente saranno ricuperate dai governi interessati, conformemente alle disposizioni dell'articolo 10 e del paragrafo 4) dell'articolo 19.

c) Le parti Concessionarie del diritto di esercizio che gestiranno, a titolo dell'Accordo, delle navi in servizio quando avrà termine l'Accordo sulle stazioni oceaniche dell'Atlantico del Nord firmato a Parigi il 25 febbraio 1954, avranno il diritto di includere il proseguimento dell'ammortamento delle loro spese di immobilizzo e dovranno farne la dichiarazione conformemente alle disposizioni dell'articolo 10.

d) Nonostante le disposizioni dei paragrafi b) e c) precedenti, una Parte concessionaria del diritto di esercizio che ritiri definitivamente una nave dal servizio non potrà pretendere alcun rimborso a titolo di ammortamento o di noleggio di tale nave per la parte del periodo che deve ancora decorrere.

**Conferenza dei rappresentanti dei Governi che avevano
partecipato alla Conferenza dei Plenipotenziari relativa
all'Accordo NAOS (1974)**

RAPPORTO FINALE

OMISSIS

RISOLUZIONE N. 2
DISPOSIZIONI TRANSITORIE
(11 giugno 1975)

La Conferenza,
osservando:

1) l'Accordo di finanziamento collettivo delle stazioni oceaniche dell'Atlantico del Nord e l'Atto finale della Conferenza dei Plenipotenziari in vista della conclusione di un nuovo Accordo di finanziamento collettivo delle stazioni oceaniche dell'Atlantico del Nord (Ginevra, novembre 1974);

2) il fatto che le condizioni richieste per l'entrata in vigore dell'Accordo, che sono precise nell'articolo 16, non sono state soddisfatte, ma che sembra assai probabile che l'Accordo entri in vigore nel corso dei primi mesi del 1976,

Considerando la necessità assoluta di mantenere in servizio senza interruzione la rete NAOS,

Notando con soddisfazione che i Governi che saranno Parti interessate sono pronti ad iniziare l'utilizzazione delle navi conformemente alle disposizioni dell'Accordo e dei suoi allegati a partire dal 1º luglio 1975, nonostante il fatto che l'Accordo non sarà ancora entrato in vigore a tale data,

Considerando tuttavia che tali Governi non possono assumersi, da soli, l'onere relativo al costo delle proprie attività, e che tantomeno l'OMM (Organizzazione Matereologica Mondiale) non può assumersi l'onere delle spese amministrative essenziali,

Chiede agli altri Governi di effettuare, il 1º ottobre 1975, un versamento provvisorio conformemente alla scala dei contributi che figura alla lettera e) del paragrafo 1 dell'Allegato III dell'Accordo, sulla base di un terzo delle spese relative alle stazioni, il cui ammontare è indicato alla lettera b) del paragrafo 5 dell'Allegato III e di effettuare, il 1º aprile 1976, nel caso in cui l'Accordo non fosse entrato in vigore al 1º marzo 1976, un nuovo versamento provvisorio, sulla stessa base;

prega l'OMM (Organizzazione Matereologica Mondiale):

1) di agire, in materia, nel corso del periodo transitorio, uniformandosi il più strettamente possibile alle disposizioni dell'Accordo e dei suoi Allegati, ed inoltre di provvedere al regolamento delle proprie spese essenziali;

2) di sottoporre alla prima sessione del Consiglio un estratto conto conformemente all'articolo 12 dell'Accordo, prendendo in considerazione le disposizioni adottate per il periodo transitorio.